



les Nouvelles Calédoniennes

Published on LNC.nc | Les Nouvelles Calédoniennes, le Journal de Nouvelle Calédonie (<https://www.lnc.nc>)

Accueil > Nouvelle Calédonie > Gros Plan > [GROS PLAN] Reprise des discussions à Matignon, le 27 octobre > [GROS PLAN] Reprise des discussions à Matignon, le 27 octobre

[GROS PLAN] Reprise des discussions à Matignon, le 27 octobre

Anthony Tejero avec ALP | Créé le 11.10.2022 à 10h43 | Mis à jour le 11.10.2022 à 19h44



C'est la Première ministre Élisabeth Borne, elle-même, qui pilotera la convention des partenaires, le vendredi 28 octobre, à Matignon. AFP - Thomas Samson

L'invitation de la Première ministre Élisabeth Borne a été adressée à l'ensemble des forces politiques, aux collectivités et parlementaires ainsi qu'à des représentants de la société civile. Tous sont conviés à la "convention des partenaires", le 28 octobre, à Matignon pour discuter de l'avenir institutionnel. La veille, indépendantistes et loyalistes auront droit à leur bilatérale avec l'État.

Les discussions tant attendues entre l'État et les représentants de la Nouvelle-Calédonie se tiendront donc à Matignon, les 27 et 28 octobre. Comme évoqué par le ministre délégué chargé des Outre-mer, Jean-François Carenco, lors de sa visite sur le Caillou le mois dernier, cette première rencontre depuis le troisième référendum porte même un nom : la « convention des partenaires ».

Autour d'elle, la Première ministre Élisabeth Borne réunira des représentants du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, du Congrès, des trois provinces, des deux associations de maire, du Sénat coutumier, mais aussi du Cese (Conseil économique, social et environnemental), des trois chambres consulaires ainsi que les parlementaires calédoniens. Les signataires historiques de l'Accord de Nouméa ne seront pas oubliés, et sont invités à participer à ce rendez-vous qui a pour objectif de « définir les modalités du calendrier et les thématiques des discussions tripartites sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie ». L'ordre du jour n'est, lui, pas encore connu. En revanche, si aucune communication officielle n'a été faite à ce sujet, les indépendantistes comme les non-indépendantistes l'ont annoncé : la veille de la "convention des partenaires", c'est-à-dire, le jeudi 27 octobre, des bilatérales entre l'État et chacun des deux blocs seront menées, sous l'égide du ministère de l'Intérieur. Du moins si les indépendantistes acceptent de se rendre à Paris. Une décision qui ne devrait tomber que jeudi, à l'issue du bureau politique élargi du FLNKS, qui se réunira à Poindimié.

La "reconnaissance" de la société civile

Toujours est-il, le format de cette rencontre est inédit puisqu'il met également autour de la table des représentants de la société civile. Une "véritable reconnaissance de tout le travail accompli" pour David Guyenne. "Depuis deux ans, le consortium NC éco, qui regroupe l'ensemble des acteurs économiques de Nouvelle-Calédonie, œuvre pour porter d'une seule voix, hors de tout corporatisme ou parti pris politique, la nécessité d'inclure les enjeux économiques et sociaux dans les discussions sur l'avenir institutionnel, rappelle le président de la CCI (Chambre de commerce et d'industrie). Cette invitation vient illustrer le fait que les partenaires prennent en compte l'importance de ces enjeux comme pierre angulaire dans la construction de l'avenir institutionnel et la prospérité du territoire. Nous nous assurerons de représenter l'ensemble des entreprises."



Le thème de la visite du ministre délégué chargé des Outre-mer, début septembre, était de "renouer les fils du dialogue". Photo Yann Maignet



Une participation aux discussions d'autant plus symbolique que les chambres consulaires sont "au plus près des réalités vécues par les acteurs économiques" sur le terrain. "Nous sommes convaincus de ce qu'un modèle économique performant peut apporter à la société civile et à la croissance du pays. Et ce, pour mieux résister aux crises, pour que ses populations soient épanouies, mais aussi pour exister sur la scène économique internationale", poursuit David Guyenne, qui rappelle que NC éco réclamait "que soit mis un terme le plus rapidement possible à l'attentisme institutionnel et économique qui ne participe pas à encourager les énergies, les investissements, et à soutenir la croissance."

Le président de la Chambre d'agriculture salue également "l'excellente initiative" de l'État d'inviter la société civile à la table de ces discussions. "Ce sont nous qui construisons ce pays et qui sommes confrontés aux difficultés que connaissent les gens au quotidien, estime Gérard Pasco. C'est le moment d'évoquer par exemple la nécessité de mettre en place une vraie politique agricole, au-delà des questions d'indépendance ou non. Mais pour ce faire, il faut quand même une stabilité institutionnelle sur le long terme. L'idée, en tant que représentants de la société civile, c'est que nous portons un projet d'une seule et même voix à Matignon."

Sonia Backès, les Loyalistes : « Fixer notre place particulière au sein de la République »



Sonia Backès, présidente de la province Sud.

Les discussions sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie débuteront les 27 et 28 octobre.

Après trois référendums qui ont tranché la question de notre appartenance à la République, il nous appartient désormais de construire le nouveau statut de la Nouvelle-Calédonie, qui lui permettra d'intégrer tous ceux qui, exclus aujourd'hui du droit de vote, ont fait le choix de faire leur vie en Nouvelle-Calédonie, et de nous donner des institutions et des perspectives de développement rassurantes pour les prochaines décennies.

Les semaines et les mois qui viennent nous permettront entre loyalistes, indépendantistes et État de construire ensemble l'avenir et la place de la Nouvelle-Calédonie dans l'ensemble français pour arriver en 2023 à un projet de loi constitutionnelle fixant notre place particulière au sein de la République.

Daniel Goa, Union calédonienne : « On ne voit pas de quoi on va parler là-bas »



On nous présente une convention des partenaires qui ressemble fortement au Comité des signataires que Sébastien Lecornu a refusé de tenir pendant deux ans, malgré nos demandes. On ne voit donc pas de quoi on va parler là-bas car il s'agit de thématiques sur des compétences déjà transférées au pays : les questions de l'endettement, des régimes sociaux, des difficultés des usines, etc.

Lors de la visite du ministre Carencu, une partie de l'UC a déjà réagi pour dire que c'était à nous de fixer le calendrier et non pas à l'État de nous l'imposer. Le programme de juin 2023 ne tient pas la route pour nous, c'est pourquoi, nous devons imposer notre calendrier, et non pas hâter ces démarches, afin d'éviter le référendum bidon de projet de 2023 puis l'ouverture du corps électoral en 2024. Il n'y a pas encore de décision prise sur notre participation ou non à Paris. Cette décision est dans les mains du FLNKS, dont un bureau élargi va se tenir cette semaine. Ce n'est qu'à ce moment qu'on dira si on respecte le calendrier de l'État ou si on le rejette.

Philippe Gomès, Calédonie ensemble : "Il n'y a pas une, mais deux bonnes nouvelles "



Il n'y a pas une, mais deux bonnes nouvelles. Tout d'abord, il s'agit des bilatérales qui seront initiées le 27 octobre, par le ministre de l'Intérieur auprès des indépendantistes, mais aussi avec les non-indépendantistes. À la suite de la venue de Jean-François Carencu, qui avait tracé la perspective de bilatérale avec le FLNKS, nous avons dit qu'il n'est pas souhaitable que les indépendantistes aient le monopole de ces bilatérales car nous avons aussi une vision à porter auprès de l'État.

L'autre bonne nouvelle, c'est donc la tenue de cette convention des partenaires au format assez équivalent à un comité des signataires. Ces deux premières séquences seront utiles, mais à l'avenir, il faudra sans doute réfléchir à un espace plus resserré autour des formations politiques si on veut progresser dans les négociations.

Nous saluons le fait d'avancer après une année d'immobilisme. Les indépendantistes ont fait la politique de la chaise vide depuis le troisième référendum, soit. Mais il ne faut plus jouer avec un pays et son avenir. Il reste un an pour sortir de la nasse dans laquelle on s'enfoncé.

Thierry Santa, Rassemblement : « Je me réjouis que les choses avancent »



Face à la rédaction interview Thierry Santa élections législatives

Je me réjouis que les choses avancent. Cela fait longtemps que le Rassemblement réclame une réunion tripartite pour travailler sur l'avenir des Calédoniens.

J'attends avec impatience la confirmation d'une participation de chacun pour que ces discussions soient fructueuses. Et afin de préparer une méthode qui permettra, ensuite, de commencer les négociations d'avenir.

Mais nous organisons, jeudi, une conférence de presse où nous présenterons plus longuement notre projet institutionnel et de société sur lequel je travaille avec Pascal Vittori, Alain Descombels et Pascal Lafleur. Nous préciserons alors ce que nous irons défendre à Paris.

Victor Tutugoro, UPM : « Je suis disposé à ouvrir les discussions »





Victor Tutugoro, président de l'UPM.

Nous avons déjà dit au ministre des Outre-mer être ouverts aux discussions, à partir du moment où le nouveau gouvernement ferait l'effort de venir sur place nous entendre. À titre personnel, je suis disposé à ouvrir les discussions et à participer à cette convention. Ne serait-ce que parce que j'y suis invité en tant que signataire de l'accord. Et c'est également la position de l'UPM. Maintenant, il y a un certain nombre d'écueils au sein du FLNKS à surmonter car tout le monde ne partage pas la même position. Et ce sera l'objet des discussions de notre bureau élargi qui se tiendra ce jeudi, à Poindimié. Ce que l'on sait, qui n'a pas été annoncé officiellement, c'est qu'il y aura une partie de bilatérales entre le FLNKS et l'État, la veille, si nous acceptons de nous rendre à Paris. C'est une condition essentielle à une participation.

Quant à la formule de cette convention, cela fait beaucoup de monde pour pas grand-chose car il s'agira de définir les thèmes, l'agenda et le format. Or quand il y a beaucoup de monde, ce n'est pas fructueux. Je suis dubitatif mais pas fermé.

La réaction du député Nicolas Metzdorf.

"Tout le monde a besoin de se parler maintenant. Ce nouveau format marque une rupture avec le Comité des signataires, qui incarnait d'une certaine manière le passé. C'est une bonne chose pour favoriser la reprise des

discussions. Forcément, tout cela prend du temps, on rencontre des tensions qui ne sont pas anormales dans ce genre de situation. Mais on a une page blanche face à nous et on va s'efforcer de l'écrire ensemble. "

Cese.

Jean-Louis d'Anglebermes, président de cette institution, préfère réunir le bureau du conseil avant de commenter cette invitation.

MERCI DE VOUS IDENTIFIER

X

Vous devez avoir un compte en ligne sur le site des Nouvelles Calédoniennes pour pouvoir acheter du contenu. Veuillez vous connecter.

J'AI DÉJÀ UN COMPTE

Nom d'utilisateur ou d'e-mail *

Saisissez votre nom d'utilisateur pour LNC.nc | Les Nouvelles Calédoniennes

Mot de passe *

Saisissez le mot de passe correspondant à votre nom d'utilisateur.

[Mot de passe oublié ?](#) ^[1]

JE N'AI PAS DE COMPTE

- Vous n'avez pas encore de compte ?
- [Créer un nouveau compte](#) ^[2]

Vous avez besoin d'aide ? Vous souhaitez vous abonner, mais vous n'avez pas de carte bancaire ?

Prenez contact directement avec le service abonnement au (+687) 27 09 65 ou en envoyant un e-mail au [service abonnement](#) ^[3].

Source URL: <https://www.lnc.nc/article/nouvelle-caledonie/gros-plan/gros-plan-reprise-des-discussions-a-matignon-le-27-octobre>
asdasdasdad

Links

[1] <https://www.lnc.nc/user/password> [2] <https://www.lnc.nc/user/register> [3] <https://www.lnc.nc/formulaire/contact?destinataire=abonnements>